



FR

Protocole MAC
Comité d'étude
4^{ème} réunion
Rome, 7 - 9 mars 2016

UNIDROIT 2016
Etude 72K – SG4 – Doc. 6 (PROV.)
Original: anglais
May 2016

Sixième avant-projet annoté d'un quatrième Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (Protocole MAC)

(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT)

<i>Sommaire</i>	<i>Document contenant l'avant-projet de Protocole (première version française)</i>
<i>Action demandée</i>	<i>Pour discussion</i>
<i>Documents connexes</i>	<i>UNIDROIT 2014 – 72K – SG1 – Doc. 3 (anglais seulement)</i> <i>UNIDROIT 2015 – 72K – SG2 – Doc. 5 (anglais seulement)</i> <i>UNIDROIT 2015 – 72K – SG2 – Doc. 7 (anglais seulement)</i> <i>UNIDROIT 2015 – 72K – SG3 – Doc. 3 (anglais seulement)</i> <i>UNIDROIT 2016 – 72K – SG4 – Doc. 3 (anglais seulement)</i>

Introduction

Le présent document contient la sixième version de l'avant-projet annoté de Protocole MAC, tel que revu par le Comité d'étude lors de ses quatre sessions tenues en décembre 2014, avril 2015, octobre 2015 et mars 2016. Le projet a été préparé pour examen par le Conseil de Direction lors de sa 75^{ème} session en mai 2016.

Les annotations fournissent un complément d'analyse et d'explication des dispositions, notamment en mettant l'accent sur les conclusions formulées par le Comité d'étude au cours de ses quatre sessions.

Lorsqu'un article s'éloigne de façon importante de la pratique suivie dans les Protocoles précédents à la Convention du Cap, les dispositions divergentes apparaissent *en italique*.

Comme il ressort du Rapport de la quatrième session du Comité d'étude (UNIDROIT 2016 - 72K - SG4 - Doc. 5, paragraphe 160 – en anglais seulement), le Comité d'étude a conclu que ce sixième projet annoté du Protocole MAC était suffisamment développé pour justifier sa soumission à un Comité d'experts gouvernementaux.

TABLE DES MATIERES

Chapitre I	Champ d'application et dispositions générales	
Article I	Définitions	5
Article II	Application de la Convention à l'égard des matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers	6
Article III	Dérogation	7
Article IV	Pouvoirs des représentants	7
Article V	Identification du matériel d'équipement agricole, de construction et minier	8
Article VI	Choix de la loi applicable	9
Article VII	Rattachement à un bien immobilier	9
Chapitre II	Mesures en cas d'inexécution des obligations et priorités	
Article VIII	Modification des dispositions relatives aux mesures en cas d'inexécution des obligations	12
Article IX	Modification des dispositions relatives aux mesures provisoires	13
Article X	Mesures en cas d'insolvabilité	14
Article XI	Assistance en cas d'insolvabilité	18
Article XII	Dispositions relatives au débiteur	19
Chapitre III	Dispositions relatives au système d'inscription des garanties internationales portant sur le matériel d'équipement agricole, de construction et minier	
Article XIII	L'Autorité de surveillance et le Conservateur	19
Article XIV	Premier règlement	20
Article XV	Désignation des points d'entrée	20
Article XVI	Identification du matériel d'équipement agricole, de construction et minier aux fins de l'inscription	21
Article XVII	Modifications additionnelles aux dispositions relatives au Registre	21
Article XVIII	Avis de vente	23
Chapitre IV	Compétence	
Article XIX	Renonciation à l'immunité de juridiction	23
Chapitre V	Relations avec d'autres Conventions	
Article XX	Relations avec la Convention d'UNIDROIT sur le crédit-bail international	24
Chapitre VI	Dispositions finales	
Article XXI	Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion	24
Article XXII	Organisations régionales d'intégration économique	25
Article XXIII	Entrée en vigueur	25
Article XXIV	Unités territoriales	26
Article XXV	Dispositions transitoires	27
Article XXVI	Déclarations portant sur certaines dispositions	27
Article XXVII	Déclarations en vertu de la Convention	28
Article XXVIII	Réserves et déclarations	28
Article XXIX	Déclarations subséquentes	29
Article XXX	Retrait des déclarations	29

Article XXXI	Dénonciations	30
Article XXXII	Conférences d'évaluation, amendements et questions connexes	30
Article XXXIII	Le Dépositaire et ses fonctions	32
Annexe 1	Matériel d'équipement agricole	33
Annexe 2	Matériel d'équipement de construction	35
Annexe 3	Matériel d'équipement minier	37

**AVANT-PROJET DE PROTOCOLE PORTANT SUR LES QUESTIONS SPÉCIFIQUES
AUX MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT AGRICOLES, DE CONSTRUCTION ET MINIERS
A LA CONVENTION RELATIVE
AUX GARANTIES INTERNATIONALES PORTANT SUR
DES MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT MOBILES ¹**

LES ETATS PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de mettre en œuvre la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après dénommée "la Convention") pour autant qu'elle s'applique ² aux matériels d'équipement *agricoles, de construction et miniers*, à la lumière des buts énoncés dans le préambule de la Convention,

CONSCIENTS des bénéfices que comporte l'extension de la Convention à d'autres catégories de matériels d'équipement de grande valeur et mobiles,

RECONNAISSANT le rôle important que revêtent les matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers dans l'économie globale et en particulier pour les pays en développement, ³

CONSCIENTS de la nécessité d'adapter la Convention pour répondre aux exigences particulières des matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers et de leur financement,

SONT CONVENUS des dispositions suivantes relatives aux matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers:

¹ Le présent texte proposé pour le préambule est pris du texte presque uniforme utilisé dans le Protocole aéronautique et le Protocole ferroviaire de Luxembourg. Au second paragraphe, le Protocole ferroviaire utilise le libellé original du Protocole aéronautique entre les parenthèses '(ci-après dénommée *la Convention*)', alors que le Protocole spatial utilise une phrase plus courte '(ci-après la *Convention*)'. Le motif de la variation du Protocole spatial n'est pas claire. [il n'en est pas de même dans la version anglaise]Le Protocole spatial contient un préambule bien plus long que les Protocoles aéronautique et ferroviaire:

CONSIDERANT qu'il est souhaitable de mettre en œuvre la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après la Convention) pour autant qu'elle s'applique aux biens spatiaux, à la lumière des buts énoncés dans le préambule de la Convention, CONSCIENTS de la nécessité d'adapter la Convention pour répondre à la demande particulière de biens spatiaux et à leur utilité ainsi que de la nécessité de financer leur acquisition et leur utilisation, TENANT COMPTE des bénéfices que tous les Etats peuvent retirer du fait que la Convention et le présent Protocole favoriseraient un accroissement des services résultant de l'activité spatiale et de son financement, CONSCIENTS des principes du droit de l'espace, y compris ceux contenus dans les traités internationaux de droit de l'espace de l'Organisation des Nations Unies et des instruments de l'Union internationale des télécommunications, RAPPELANT, pour la mise en œuvre des transferts envisagés par le présent Protocole, la prééminence des droits et obligations des Etats parties résultant des traités internationaux de droit de l'espace de l'Organisation des Nations Unies par lesquels les Etats parties concernés sont liés, RECONNAISSANT le développement croissant de l'industrie spatiale commerciale internationale et envisageant les bénéfices attendus d'un régime uniforme et prévisible pour les droits portant sur des biens spatiaux et des droits connexes et facilitant le financement garanti par de tels biens,

Si le Commentaire officiel ne donne que très peu d'information sur le motif de l'adoption d'un préambule plus long, le Comité d'étude sur le Protocole MAC a relevé lors de sa deuxième réunion que le préambule plus long du Protocole spatial était en partie dû à l'implication du Comité des Nations Unies sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique qui était favorable à un préambule plus long, cohérent avec la plupart des instruments de l'Organisation des Nations Unies.

² Lors de sa troisième réunion du Comité d'étude en octobre 2015, ce dernier a discuté la question de savoir si le libellé du préambule devait être modifié et indiquer, dans la version anglaise, que le Protocole "applied to" plutôt que "related to" aux matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers. Il a finalement été décidé de garder le libellé "relates to" pour garder la cohérence avec les trois précédents Protocoles.

³ Lors de la deuxième réunion du Comité d'étude en avril 2015, il a été décidé de n'ajouter que peu de choses au préambule. Lors de la troisième réunion, plusieurs libellés ont été discutés, y compris "économies émergentes", "pays en développement" et "marchés émergents". Le Comité d'étude a noté que la terminologie devrait être cohérente avec celle utilisée dans les instruments de l'Organisation des Nations Unies les plus récents. Après une analyse approfondie des documents des Nations Unies en février 2016, le Comité d'étude a décidé lors de sa quatrième réunion en mars 2016 d'utiliser les termes "pays en développement".

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GENERALES

Article I – Définitions ⁴

1. Dans le présent Protocole, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes qui y figurent sont utilisés au sens donné dans la Convention.
2. Dans le présent Protocole, les termes suivants sont employés dans le sens indiqué ci-dessous:
 - a) *"matériel d'équipement agricole"* ⁵ désigne un bien qui relève d'un code du Système harmonisé figurant à l'Annexe 1 du Protocole; ⁶
 - b) *"matériel d'équipement de construction"* désigne un bien qui relève d'un un code du Système harmonisé figurant à l'Annexe 2 du Protocole;
 - c) *"contrat conférant une garantie"* désigne une convention en vertu de laquelle une personne s'engage comme garant;
 - d) *"garant"* désigne une personne qui, aux fins d'assurer l'exécution de toute obligation en faveur d'un créancier garanti par un contrat constitutif de sûreté ou en vertu d'un contrat, se porte caution ou donne ou émet une garantie à première demande ou une lettre de crédit stand-by ou toute autre forme d'assurance-crédit;
 - e) *"Système harmonisé"* désigne le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises régi par la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises;⁷

⁴ This article is consistent with all previous Protocols, except for subparagraphs 2(a), (b), (e), (f) and (h) which provide new definitions for the MAC Protocol.

⁵ At its fourth meeting the Study Group decided that the meaning of 'agriculture' for the preliminary draft Protocol should be consistent with the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) definition, which includes forestry and fisheries (to the extent that fisheries covers aquaculture equipment).

⁶ It was decided at the first Study Group meeting that the types of agricultural, construction and mining equipment covered by the Protocol should be defined with reference to the list of Harmonised System codes contained in the three Annexes to the Protocol (Annex 1 containing Harmonised System codes for agricultural equipment, Annex 2 for construction equipment and Annex 3 for mining equipment). This approach was reaffirmed at the second Study Group meeting. At the fourth Study Group meeting it was discussed whether the definition should be expanded to provide more details, as consistent with the approach in the Aircraft Protocol. It was decided that further information was required as to whether there would be value in the definition of agricultural, construction and mining equipment being expanded to cover 'data, manuals and records relating thereto'.

⁷ This definition was added to the sixth annotated draft Protocol, following the decision at the fourth Study Group meeting that a definition for "Harmonized System" should be added to the Protocol. It was decided that the definition should not be reference to a specific revision of the Harmonized System (for example, the 2016 edition), rather the Official Commentary should provide that it is a reference to the most recent revision produced by the World Customs Organisation as currently in force. The revisions are released at least 12 months before entering into force, which would give the Depositary and Supervisory Authority sufficient time to make any adaptations to the Annexes to the Protocol to ensure consistency with updates to the Harmonized System (see the 'review conferences, amendments and related matters' article for more information).

- f) *“matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier” désigne le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier qui est rattaché à un bien immobilier au point qu'une garantie portant sur le bien immobilier s'étend au matériel d'équipement en vertu du droit de l'Etat où le bien immobilier est situé;*⁸
- g) “situation d'insolvabilité” désigne:
- i) l'ouverture des procédures d'insolvabilité; ou
 - ii) l'intention déclarée du débiteur de suspendre ses paiements ou leur suspension effective, lorsque la loi ou une action de l'Etat interdit ou suspend le droit du créancier d'introduire une procédure d'insolvabilité à l'encontre du débiteur ou de mettre en œuvre des mesures en vertu de la Convention;
- h) *“matériel d'équipement minier” désigne un bien qui relève d'un code du Système harmonisé figurant à l'Annexe 3 du Protocole;* et
- i) “ressort principal de l'insolvabilité” désigne l'Etat contractant où le débiteur a le centre de ses intérêts principaux qui, à cette fin et sous réserve de preuve contraire, est considéré comme le lieu où le débiteur a son siège statutaire ou, à défaut, le lieu où il a été constitué.

Article II – Application de la Convention à l'égard des matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers⁹

1. La Convention s'applique aux matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers tel que prévu par les dispositions du présent Protocole et par les Annexes 1, 2 et 3.
2. La Convention et le présent Protocole sont connus sous le nom de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles telle qu'elle s'applique aux matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers.
3. *Un Etat contractant peut déclarer, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion au présent Protocole, qu'il limitera l'application du Protocole à une ou deux Annexes.*¹⁰

⁸ This definition was inserted in the fifth annotated draft Protocol following the insertion of the article governing 'association with immovable property'. The article does not provide a substantive legal definition of 'immovable-associated equipment', it simply refers to law of the domestic country in which the equipment is situated to determine whether an interest related to immovable property law is created. Similarly, it does not distinguish between different types of immovable property-related interests under the domestic law (i.e. does not distinguish between fixtures and accessories).

⁹ Paragraphs 1 and 2 of Article II are consistent in language and approach to Article II in all three previous Protocols, noting that paragraph 1 also provides a references to the Annexes to the Protocol.

¹⁰ Paragraph 3 is a completely new provision that is not contained in any of the previous Protocols. It allows Contracting States to 'opt out' for the application of the Protocol to each annex to the Protocol, and as such opt out of application to the category of equipment (agricultural, construction or mining) covered by the relevant annex. As an 'opt out' provision, in ratifying the Protocol a State will be automatically applying it to all three categories of equipment, unless a specific declaration is made in relation to this article. In the first draft Protocol, the provision was contained in a separate article, which was removed after relocating this provision to Article II. The current drafting was adopted at the second Study Group meeting. The second draft read: *A Contracting State may, at the time of ratification, acceptance, approval of, or accession to this Protocol, declare that the Protocol does not apply to one or more categories of equipment, being agriculture, construction or mining equipment, as listed in the Annexes to the Protocol.*

4. *Le présent Protocole ne s'applique pas aux biens qui relèvent de la définition de "biens aéronautiques" en vertu du Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, au "matériel roulant ferroviaire" en vertu du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles ou au "bien spatial" en vertu du Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles.*¹¹

Article III – Dérogation¹²

Dans leurs relations mutuelles, les parties peuvent, dans un accord écrit, déroger aux dispositions du présent Protocole ou en modifier les effets, à l'exception des paragraphes 3 et 4 de l'article VII¹³. Les parties peuvent exclure, dans un accord écrit, l'application de l'article X¹⁴.

Article IV – Pouvoirs des représentants¹⁵

Une personne peut, s'agissant de matériel d'équipement agricole, de construction ou minier, conclure un contrat, procéder à une inscription telle que définie au paragraphe 3 de l'article 16 de la Convention et faire valoir les droits et les garanties découlant de la Convention en qualité de mandataire, de fiduciaire, ou de représentant.

¹¹ This is a newly drafted article based on the decision at the third Study Group meeting to completely carve out the scopes of the previous Protocols from the scope of the MAC Protocol, for the sake of clarity and legal certainty. In the fifth Annotated Draft Protocol this provision was a standalone Article in Chapter V of the Protocol, however at the fourth Study Group meeting it was decided to move it to Article II. This provision, inserted into the six annotated draft Protocol, is modelled on Article II(3) of the Space Protocol, which dis-applies the Space Protocol to objects falling under the definition of "aircraft objects" under the Aircraft Protocol.

¹² This article allows parties to an agreement to expressly derogate from the articles governing insolvency remedies and certain aspects of the default remedies provision. This drafting is consistent with Article IV(3) of the Aircraft Protocol, Article III of the Luxembourg Rail Protocol and Article XVI of the Space Protocol.

¹³ 'Modification of default remedies provisions'.

¹⁴ 'Remedies on insolvency'.

¹⁵ This drafting is consistent with the Article VI of the Aircraft and Space Protocols and Article IV of the Rail Protocol.

Article V – Identification du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier dans le contrat¹⁶

1. Aux fins du paragraphe c) de l'article 7 de la Convention et du paragraphe 2 de l'article XIX¹⁷ du présent Protocole, une description d'un matériel d'équipement agricole, de construction ou minier suffit à identifier le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier si elle contient:¹⁸

- a) une description du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier par élément;
- b) une description du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier par type;
- c) une mention que le contrat couvre tout matériel d'équipement agricole, de construction ou minier présent et futur; ou
- d) une mention que le contrat couvre tout matériel d'équipement agricole, de construction ou minier présent et futur, à l'exception d'éléments ou de types de matériel spécifiquement indiqués.

2. Aux fins de l'article 7 de la Convention, une garantie sur du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier futur¹⁹ identifié conformément au paragraphe précédent est constituée en tant que garantie internationale dès le moment où le constituant, le vendeur conditionnel ou le bailleur peut disposer du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier, sans nécessité d'un nouvel acte de transfert.

¹⁶ At the first Study Group meeting, it was decided to follow the description-based approach in Article V of the Rail Protocol. Article V of the Rail Protocol allows any method of description, which enables railway stock to be identified to the agreement creating or providing for the international interest, whether the description is by item, by type or by a statement that the agreement covers all present and future railway rolling stock. This description-based approach to identification partially overrides Article 2(2) of the Convention that requires that an object be uniquely identifiable. In following the Rail Protocol approach, Article V distinguishes the identification requirements for the constitution of an agreement from the more stringent requirements required for registration under Article XV. This more flexible approach will allow a security interest to be created over a fleet of new MAC equipment without the need for a new agreement every time an additional item under the agreement is acquired.

¹⁷ 'Waivers of sovereign immunity'.

¹⁸ At the fourth Study Group meeting it was discussed whether subparagraphs (1)(a),(b) and (c) would allow agricultural, construction and mining equipment described as 'agricultural equipment', 'construction equipment' or 'mining equipment', or a reference to equipment falling under a certain HS code should be sufficient to meet the criteria of this article and thus the formal requirements under Article 7(c) of the Cape Town Convention. No concrete position was reached on the matter.

¹⁹ At the third Study Group meeting Professor de las Heras Ballel (member of the Study Group) queried whether the use of term 'future' should be revised at the third Study Group meeting. She noted that the case that paragraph 2 is describing is not referring to real future equipment since equipment may or may not exist before the perfection of the interest. The use of the term 'future' is consistent with its use in Article V(2) of the Luxembourg Rail Protocol.

Article VI — Choix de la loi applicable²⁰

1. Le présent article ne s'applique que lorsqu'un Etat contractant a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 de l'article XXVI.²¹
2. Les parties à un contrat ou à un contrat conférant une garantie ou à un accord de subordination peuvent convenir de la loi qui régira tout ou partie de leurs droits et obligations contractuels.
3. Sauf stipulation contraire, la référence au paragraphe précédent à la loi choisie par les parties vise les règles de droit interne de l'Etat désigné ou, lorsque cet Etat comprend plusieurs unités territoriales, les règles de droit interne de l'unité territoriale désignée.

Article VII — Rattachement à un bien immobilier²²

1. *Le présent Protocole ne porte pas atteinte à l'application des règles de droit interne qui déterminent si une garantie internationale portant sur du matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier²³ cesse d'exister²⁴, est subordonnée à d'autres droits ou garanties portant sur le matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier²⁵ ou est autrement affectée par le rattachement du matériel d'équipement à un bien immobilier, lorsque le matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier est situé dans un Etat non contractant.²⁶*

²⁰ This article, which applies only where a Contracting State has made a declaration to that effect, allows the parties to an agreement, or a related guarantee contractor subordination agreement to choose a law governing their relations *inter se* (between themselves). The drafting of this article is consistent with the Choice of Law Provisions in Articles VIII in the Aircraft Protocol and Article VI in the Rail Protocol. Article VIII of the Space Protocols instead reverses the onus of the provision, making it opt out rather than opt in (i.e. under the Space Protocol, the article applies unless expressly excluded in a Declaration made by a Contracting State).

²¹ Declarations relating to certain provisions.

²² This is a new article not contained in any previous Protocol to the Cape Town Convention. No guidance can be drawn from the three previous protocols to the Cape Town Convention, as aircraft objects, railway rolling stock and space assets are not affixable to immovable property. The article is required because certain jurisdictions allow the extension of domestic immovable property interests to equipment used in relation to the immovable property, even where there is no physical attachment of the mobile equipment to the immovable. This article was added to the fifth annotated draft Protocol, following consideration of the issues at the first three Study Group meetings and two out-of-session teleconferences. During the fourth Study Group meeting it was also discussed whether this article should contain an additional paragraph modelled on Article XXV(6) of the Luxembourg Rail Protocol, which provides: *in making a declaration under this Article, Contracting States shall take into consideration the protection of the interests of creditors and the effect of the declaration on availability of credit*. Ultimately, it was decided that such a provision was not necessary.

²³ 'Immovable-associated equipment' is defined in Article 1(2), which provides *'immovable-associated equipment' means agricultural, construction or mining equipment that becomes so associated with immovable property that an interest in the immovable property extends to the equipment under the law of the state in which the immovable property is situated*.

²⁴ The Study Group considered whether this provision should also provide that the domestic law of non-Contracting States also governed whether an international interest in the immovable-associated equipment 'could be constituted'. Article VII of the Cape Town Convention provides that a chargor, conditional seller or lessor must have the power to dispose of the object that is the subject of the international interest in order for the interest to be constituted. Ultimately, no agreement was reached on the matter and the additional language was not inserted.

²⁵ The intent of this rule is to defer to domestic law to determine the priority of the international interest as against both consensual and non-consensual interests. The language 'rights or interests' is used here for consistency with Article 39 of the Cape Town Convention.

²⁶ During the second fixtures teleconference in February 2016 the Study Group discussed what would occur in relation to international interests in MAC equipment that became associated with immovable property in non-Contracting States. The prevailing view was that in the absence of an express provision stating otherwise, Article 29 of the Cape Town Convention could apply, and the international interest would take priority over any domestic interest arising out of the equipment's association with immovable property. As Article 29 was not drafted to contemplate an international interest conflicting with an interest arising out of association with immovable property, the Study Group concluded that it would be

2. *Un Etat contractant doit ²⁷, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion, déclarer que la Variante A, B ou C du présent article s'appliquera intégralement à l'égard d'une garantie internationale portant sur ²⁸ le matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier qui est situé dans l'Etat contractant ²⁹.*

Variante A (maintien du rang de la garantie internationale) ³⁰

3. *Une garantie internationale portant sur du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier continue d'exister et conserve son rang par rapport à tous les autres droits ou garanties portant sur du matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier et n'est pas autrement affectée ³¹ par le rattachement du matériel d'équipement à l'immeuble, nonobstant le fait que le matériel d'équipement est un matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier.*

prudent to consider including a draft Provision providing that international interests in MAC equipment does not interfere with immovable property-related interests in non-Contracting States.

²⁷ It was decided at the first Study Group fixtures teleconference that the fixtures article should be a mandatory declaration. The benefit of making the fixtures article subject to a mandatory declaration is that it gives states some flexibility in relation to how they implement this aspect of the Protocol, while also requiring them to do so, as failure of a contracting state to make a mandatory declaration would result in the Depositary refusing to accept an instrument of ratification. The language of Paragraph 1 is based upon Article 54(2) of the Cape Town Convention, which requires contracting states to make a mandatory declaration in relation to whether a court's leave is required to exercise certain remedies under the Convention.

²⁸ Earlier drafts of the Protocol provided that the rules in this Article would apply where MAC equipment 'is, or becomes' immovable-associated equipment. This language aimed to clarify that the timing of the association between the object and the immovable property was irrelevant in determining how potential conflicts between international interests in the object and interests in the immovable property would be resolved. The Study Group subsequently decided that such language was not necessary, although further consideration needs to be given to the legal effect of each of the alternatives under the Article to determine how they would apply to an international interest constituted before and after affixation.

²⁹ At the fourth Study Group meeting it was decided that this article should be an exception to the status quo of how declarations are made under the Protocol, by allowing a declaration directly under Article VII rather than under Article XXVI (declarations relating to certain provisions).

³⁰ Alternative A allows States to declare that an international interest in an object associated with immovable property will continue to exist and enjoy priority over domestic interests resulting from its association with immovable property, even where the domestic law would grant a priority interest in the equipment to the owner of the immovable property or a person that has taken a mortgage or similar encumbrance that extends to the equipment. Alternative A does not distinguish between different types of interests arising out of association with immovable property (i.e. 'fixtures' and 'accessories'). At the second teleconference it was discussed whether this Alternative should be framed using the language of Article 2 of the Model Leasing law. Ultimately it was decided that the current drafting provided a higher degree of certainty and clarity.

³¹ The language in this provision provides that not only will an international interest retain priority as against domestic immovable property interests, but will remain unaffected by its association with immovable property. The intent of this rule is to ensure Contracting States cannot apply provisions of their domestic immovable property law which would make enforcement more cumbersome than what is available under the Cape Town Convention.

Variante B (*distinction entre différents types de matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier*)³²

3. Le présent Protocole ne porte pas atteinte à l'application des règles de droit interne qui déterminent si une garantie internationale portant sur du matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier cesse d'exister³³, est subordonnée à d'autres droits ou garanties portant sur le matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier ou est autrement affectée par le rattachement du matériel d'équipement à un bien immobilier dans la mesure où le matériel d'équipement perd son identité juridique propre.

4. Lorsque le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier grevé d'une garantie internationale est un matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier et dans la mesure où il n'a pas perdu son identité juridique propre, une garantie portant sur le bien immobilier qui s'étend à ce matériel d'équipement prime la garantie internationale inscrite portant sur le matériel d'équipement seulement si les conditions suivantes sont remplies:

- a) la garantie portant sur le bien immobilier a été inscrite en conformité avec les exigences des règles de droit interne avant l'inscription de la garantie internationale portant sur le matériel d'équipement en vertu du présent Protocole et l'inscription de la garantie portant sur le bien immobilier demeure efficace; et
- b) le matériel d'équipement a été rattaché au bien immobilier avant l'inscription de la garantie internationale portant sur le matériel d'équipement en vertu du présent Protocole.

Variante C (*application des règles de droit interne au matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier*)³⁴

3. Le présent Protocole ne porte pas atteinte à l'application des règles de droit interne qui déterminent si une garantie internationale portant sur du matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier cesse d'exister, est subordonnée à d'autres droits ou garanties portant sur le matériel d'équipement rattaché à un bien immobilier ou est autrement affectée par le rattachement du matériel d'équipement à un bien immobilier.

³² Alternative B is based upon a German Ministry of Justice proposal presented at the first fixtures teleconference in December 2015. Alternative B distinguishes between different types of immovable-associated equipment, and in doing so it restricts the circumstances under which an international interest in an accessory will be de-prioritised as against an interest arising from its association with immovable property. The article distinguishes between the different types of interests by use of the additional criterion of 'loss of individual legal identity'. The article reverts to the national law of the location of the immovable to determine the circumstances under which the loss of individual legal identity occurs.

³³ The Study Group considered whether this provision should also provide that the domestic law of non-Contracting States also governed whether an international interest in the immovable-associated equipment 'could be constituted'. Article VII of the Cape Town Convention provides that a chargor, conditional seller or lessor must have the power to dispose of the object that is the subject of the international interest in order for the interest to be constituted. Ultimately, no agreement was reached on the matter and the additional language was not inserted.

³⁴ Alternative C subordinates an international interest in immovable-associated equipment to domestic law interests arising out of its association with immovable property, to the extent that the domestic law of the Contracting State in which the equipment is situated so provides.

CHAPITRE II

MESURES EN CAS D'INEXECUTION DES OBLIGATIONS ET PRIORITES ³⁵

Article VIII — Modification des dispositions relatives aux mesures en cas d'inexécution des obligations ³⁶

1. Outre les mesures prévues au Chapitre III de la Convention, et pour autant que le débiteur y ait consenti, ledit consentement pouvant être donné à tout moment, le créancier peut, dans les cas visés au Chapitre III faire exporter et faire transférer physiquement le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier hors du territoire où il se trouve.
2. Le créancier ne peut mettre en œuvre les mesures prévues au paragraphe précédent sans le consentement écrit et préalable du titulaire de toute garantie inscrite primant celle du créancier.
3. Le paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention ne s'applique pas au matériel d'équipement agricole, de construction ou minier. Toute mesure prévue par la Convention à l'égard de matériel d'équipement agricole, de construction ou minier doit être mise en œuvre d'une manière commercialement raisonnable ³⁷. Une mesure est réputée mise en œuvre d'une manière commercialement raisonnable lorsqu'elle est mise en œuvre conformément à une disposition du contrat, sauf lorsqu'une telle disposition est manifestement déraisonnable.
4. Un créancier garanti accordant aux personnes intéressées un préavis écrit ³⁸ d'au moins quatorze jours ³⁹ d'une vente ou d'un bail projetés, tel que prévu au paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention, est réputé avoir satisfait l'exigence de fournir un "préavis raisonnable" prévue par cette disposition. Le présent paragraphe n'a cependant pas pour effet d'empêcher un créancier garanti et un constituant ou un garant de fixer par contrat un préavis plus long.
5. Sous réserve de toute loi et réglementation applicables en matière de sécurité, l'Etat contractant assure que les autorités administratives compétentes fournissent rapidement au créancier la coopération et l'assistance requise dans la mise en œuvre des mesures prévues au paragraphe 1. ⁴⁰

³⁵ It was decided at the third Study Group meeting to omit 'assignments' from the Chapter title as the associated Chapter does not refer to assignments.

³⁶ This article is adapted from the text of Article VII of the Rail Protocol.

³⁷ At the first Study Group meeting, the appropriateness of the phrase 'commercially reasonable manner' was discussed in its application to the agricultural sector, which in some jurisdictions would be considered a civil rather than commercial sector. It was agreed to continue using the phrase, to keep it consistent with the terminology in the previous Protocols.

³⁸ Paragraph 4 adopts the 14 calendar day written notice period adopted in the Rail and Space Protocols, rather than the 10 working days adopted in the Aircraft Protocol. This allows for greater certainty and to avoid the need to ascertain what are considered working days in the particular jurisdiction in which the remedy is to be exercised. The first Study Group meeting agreed with the adoption of the approach from the Rail Protocol.

³⁹ It was suggested at the second Study Group meeting that the Official Commentary should provide that the Protocol adopts the UNIDROIT Contract Principle definition of the term 'notice'. Article 1.10 of the Contract Principles provide that 'a notice is effective when it reaches the person to whom it is given.' This approach reflects the 'receipt principle'; notice is not effective unless and until it reaches the person to whom it is given. The principles also note that the parties are of course always free to expressly stipulate the application of the 'dispatch principle' to a contract, which provides that notice is given once it has been sent from one party to the other, regardless of whether it has been received.

⁴⁰ Paragraph 5 provides a general obligation on Contracting States to ensure that the relevant administrative authorities expeditiously assist a creditor exercise remedies under the Protocol. This is a departure from the Aircraft Protocol, which mandates a Contracting State to honour a request for de-registration and export if two conditions are satisfied. Given there may be various administrative authorities responsible for the regulation of MAC equipment, this general obligation seems appropriate for inclusion in the MAC Protocol. Research prepared by the National Law Centre for

6. Un créancier garanti proposant l'exportation du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier en vertu du paragraphe 1 autrement qu'en exécution d'une décision du tribunal, doit informer par écrit avec un préavis raisonnable de l'exportation proposée:

- a) les personnes intéressées visées aux alinéas i) et ii) du paragraphe m) de l'article premier de la Convention; et
- b) les personnes intéressées visées à l'alinéa iii) du paragraphe m) de l'article premier de la Convention qui ont informé le créancier garanti de leurs droits avec un préavis raisonnable avant l'exportation.

Article IX – Modification des dispositions relatives aux mesures provisoires ⁴¹

1. Le présent article ne s'applique que dans un Etat contractant qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 2 de l'article XXVI ⁴², et dans la mesure prévue dans cette déclaration.

2. Aux fins du paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention, dans le cadre de l'obtention de mesures, l'expression "bref délai" ⁴³ doit s'entendre comme le nombre de jours à compter de la date de dépôt de la demande visant à obtenir des mesures qui est précisé dans la déclaration faite par l'Etat contractant dans lequel la demande est faite.

3. Le paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention s'applique en insérant la disposition suivante immédiatement après l'alinéa d):

- "e) si, à tout moment, le débiteur et le créancier en conviennent expressément ainsi, la vente du bien et l'attribution des produits de la vente",

et le paragraphe 2 de l'article 43 s'applique en remplaçant les mots "l'alinéa d)" par les mots "les alinéas d) et e)".

4. Le droit de propriété ou tout autre droit du débiteur transféré par l'effet de la vente visée au paragraphe précédent est libéré de toute autre garantie ou tout autre droit que prime la garantie internationale du créancier en vertu des dispositions de l'article 29 de la Convention.

5. Le créancier et le débiteur ou toute autre personne intéressée peuvent convenir par écrit d'exclure l'application du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention.

Inter-American Free Trade on domestic registration and titling regimes for MAC equipment confirmed that the Article VII(5) Rail Protocol approach was most appropriate.

⁴¹ This article is identical to the drafting of Article VIII of the Rail Protocol, and broadly consistent with Article X in the Aircraft Protocol.

⁴² Declarations relating to certain provisions.

⁴³ The second Study Group meeting discussed whether the Protocol should define the word 'speedy'. It was noted that this could be a fraught issue and it could be very difficult to define 'speedy' precisely, as Parliaments in some countries do not have the power to bind the courts, in the context of how quickly they must provide relief. It was further noted that it was not mandatory for Contracting States to make a declaration in relation to specifying the time period for 'speedy' relief, however if they do choose to make a declaration, they must specify the time period. Ultimately, it was decided not to define speedy.

6. Les mesures visées au paragraphe 1 de l'article VIII ⁴⁴:
- a) doivent être rendues disponibles dans un Etat contractant par les autorités administratives compétentes dans les sept jours ⁴⁵ suivant la date à laquelle le créancier a notifié à ces autorités que la mesure prévue à l'article 13 de la Convention ⁴⁶ a été accordée ou, lorsque la mesure est accordée par un tribunal étranger, après qu'elle soit reconnue par un tribunal de cet Etat contractant, et qu'il est autorisé à obtenir ces mesures conformément à la Convention; et
 - b) les autorités compétentes doivent fournir rapidement coopération et assistance au créancier dans la mise en œuvre des mesures conformément aux lois et aux réglementations applicables en matière de sécurité.
7. Les paragraphes 2 et 6 ne portent pas atteinte à toute loi et réglementation applicables en matière de sécurité.

Article X – Mesures en cas d'insolvabilité ⁴⁷

1. Le présent article ne s'applique que lorsqu'un Etat contractant qui est le ressort principal de l'insolvabilité a fait une déclaration en vertu du paragraphe 3 de l'article XXVI. ⁴⁸
2. Les références faites au présent article à l' "administrateur d'insolvabilité" concernent cette personne, en sa qualité officielle et non personnelle. ⁴⁹

⁴⁴ Modification of the default remedies provisions.

⁴⁵ Sub-paragraph 6(a) provides that relief must be granted by administrative authorities seven calendar days after notification. This is consistent with the Rail Protocol approach, rather than the less exact five working days specified in the Aircraft Protocol.

⁴⁶ In the corresponding article of the Rail Protocol, this provision erroneously references Article VII(1) (modification of default remedy provisions). Paragraph 5.23(4) of the Official Commentary to the Rail Protocol provides that this article should reference Article 13 of the Cape Town Convention. The MAC Protocol remedies this drafting error by referring to Article 13.

⁴⁷ At the first Study Group meeting it was tentatively agreed that Alternatives A, B and C should be kept in the draft Protocol, pending further discussion. The Study Group agreed that, as a matter of policy, there was benefit in giving Contracting States the widest variety of options in selecting insolvency remedies, as long as they remained consistent with the approaches in the previous Protocols. Given that Alternative B is included in all three previous Protocols, it would be reasonable for it to be included in the MAC Protocol as well. The first Study Group meeting was supportive of also including Alternative C, on the basis that it takes into account the Continental European approach to insolvency. The second, third and fourth Study Group meetings confirmed that the MAC Protocol should include Alternatives A, B and C, as consistent with the approach in the Rail Protocol. The Study Group also discussed the possibility of allowing Contracting States to apply different insolvency remedies to different annexes to the Protocol, however it was ultimately decided that such an approach might add unnecessary complication to the Protocol without addressing a demonstrated need for Contracting States.

⁴⁸ Declarations relating to certain provisions.

⁴⁹ This is a boiler-plate provision found in the 'Remedies on Insolvency' articles in the previous Protocols (Article XI, Alternative A paragraph 4 in the Aircraft Protocol, Article IX paragraph 2 of the Luxembourg Rail Protocol and Article XXI, Alternative A paragraph 5 of the Space Protocol). In the Aircraft and Space Protocols this provision is located in Alternative A, whereas in the Rail Protocol, it is part of the overarching article and not attached to any specific Alternative. On the basis that it is appropriate for this provision to apply to the meaning of Insolvency Administrator in all articles, it appears prudent to follow the example of the Rail Protocol and include the provision in the overarching Provision.

Variante A

3. Lorsque survient une situation d'insolvabilité et sous réserve du paragraphe 7, l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, restitue le matériel roulant ferroviaire au créancier au plus tard à la première des deux dates suivantes:

- a) la fin du délai d'attente; ou
- b) la date à laquelle le créancier aurait droit à la possession du matériel roulant ferroviaire si le présent article ne s'appliquait pas.

4. Aux fins du présent article, le "délai d'attente" désigne le délai qui est précisé dans la déclaration de l'Etat contractant du ressort principal de l'insolvabilité.

5. Aussi longtemps que le créancier n'a pas eu la possibilité d'obtenir la possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier en vertu du paragraphe 3:

- a) l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, préserve et entretient le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier et en conserve sa valeur conformément au contrat; et
- b) le créancier peut demander toute autre mesure provisoire disponible en vertu de la loi applicable.

6. Les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe précédent n'excluent pas l'utilisation du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier en vertu d'accords conclus en vue de préserver et entretenir le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier et d'en conserver sa valeur.

7. L'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, peut garder la possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier lorsque, au plus tard à la date fixée au paragraphe 3, il a remédié aux manquements, autres que ceux dus à l'ouverture des procédures d'insolvabilité, et s'est engagé à exécuter toutes les obligations à venir, conformément au contrat et aux documents y relatifs. Un second délai d'attente ne s'applique pas en cas de manquement dans l'exécution de ces obligations à venir.

8. Les mesures visées au paragraphe 1 de l'article VIII: ⁵⁰

- a) doivent être rendues disponibles dans un Etat contractant par les autorités administratives compétentes dans les sept jours suivant la date à laquelle le créancier a notifié à ces autorités qu'il est autorisé à obtenir ces mesures conformément à la Convention; et
- b) les autorités compétentes doivent fournir rapidement coopération et assistance au créancier dans la mise en œuvre des mesures conformément aux lois et aux réglementations applicables en matière de sécurité.

9. Il est interdit d'empêcher ou de retarder la mise en œuvre des mesures permises par la Convention ou le présent Protocole après la date fixée au paragraphe 3.

⁵⁰ Modification of default remedies Provisions.

10. Aucune des obligations du débiteur en vertu du contrat ne peut être modifiée sans le consentement du créancier.

11. Aucune disposition du paragraphe précédent ne peut être interprétée comme portant atteinte au pouvoir, le cas échéant, de l'administrateur d'insolvabilité en vertu de la loi applicable de mettre fin au contrat.

12. Aucun droit et aucune garantie, exception faite des droits et garanties non conventionnels appartenant à une catégorie couverte par une déclaration faite en vertu du paragraphe 1 de l'article 39 de la Convention, ne priment les garanties inscrites dans les procédures d'insolvabilité.

13. La Convention, telle que modifiée par l'article VIII ⁵¹ du présent Protocole, s'applique à la mise en œuvre des mesures en vertu du présent article.

Variante B

3. Lorsque survient une situation d'insolvabilité, l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, à la demande du créancier, doit informer le créancier dans le délai précisé dans une déclaration d'un Etat contractant faite en vertu du paragraphe 3 de l'article XXVI ⁵² si:

- a) il remédiera aux manquements autres que ceux dus à l'ouverture des procédures d'insolvabilité, et s'engagera à exécuter toutes les obligations à venir, conformément au contrat et aux documents y relatifs; ou si
- b) il donnera au créancier la possibilité de prendre possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier conformément à la loi applicable.

4. La loi applicable visée à l'alinéa b) du paragraphe précédent peut autoriser le tribunal à exiger la prise de toute mesure complémentaire ou la production de toute garantie complémentaire.

5. Le créancier doit établir sa créance et justifier de l'inscription de sa garantie internationale.

6. Lorsque l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, n'informe pas le créancier conformément au paragraphe 3 ou lorsque l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur a déclaré qu'il fournira au créancier la possibilité de prendre possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier mais ne le fait pas, le tribunal peut autoriser le créancier à prendre possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier aux conditions fixées par le tribunal et peut exiger la prise de toute mesure complémentaire ou la production de toute garantie complémentaire.

7. Le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier ne peut être vendu tant qu'un tribunal n'a pas statué sur la créance et la garantie internationale.

⁵¹ Modification of default remedies Provisions.

⁵² Declarations relating to certain provisions.

Variante C

3. Lorsque survient une situation d'insolvabilité, l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas:

- a) remédiera, au cours de la période de remède, aux manquements autres que ceux dus à l'ouverture des procédures d'insolvabilité, et s'engagera à exécuter toutes les obligations à venir, conformément au contrat et aux documents y relatifs; ou
- b) donnera au créancier, au cours de la période de remède, la possibilité de prendre possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier, conformément à la loi applicable.

4. Avant la fin de la période de remède, l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, peut demander au tribunal une décision ordonnant la suspension de son obligation en vertu de l'alinéa b) du paragraphe précédent pendant un délai commençant à compter à la fin de la période de remède et qui prend fin au plus tard à l'expiration du contrat ou de son renouvellement, dans des conditions que le tribunal estime justes (la "période de suspension"). La décision ordonne que toutes les sommes qui deviennent exigibles au cours de la période de suspension soient payées au créancier à bonne date sur la masse ou par le débiteur et que l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, exécute toutes les autres obligations naissant au cours de la période de suspension.

5. Lorsqu'une demande est faite au tribunal en vertu du paragraphe précédent, le créancier ne prend pas possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier tant que le tribunal n'a pas statué. Si la demande n'est pas satisfaite dans un délai correspondant au nombre de jours à compter de la date de dépôt de la demande visant à obtenir des mesures qui est précisé dans la déclaration faite par l'Etat contractant dans lequel la demande est faite, la demande sera considérée comme retirée à moins que le créancier et l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, en aient convenu différemment.

6. Aussi longtemps que le créancier n'a pas eu la possibilité d'obtenir la possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier en vertu du paragraphe 3:

- a) l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, préserve et entretient le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier et en conserve sa valeur conformément au contrat; et
- b) le créancier peut demander toute autre mesure provisoire disponible en vertu de la loi applicable.

7. Les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe précédent n'excluent pas l'utilisation du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier en vertu d'accords conclus en vue de préserver et d'entretenir le matériel d'équipement agricole, de construction ou minier et d'en conserver sa valeur.

8. Lorsque, au cours de la période de remède ou de toute période de suspension, l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur, selon le cas, remédie aux manquements autres que ceux dus à l'ouverture des procédures d'insolvabilité et s'engage à exécuter toutes les obligations à venir conformément au contrat et aux documents y relatifs, l'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur peut garder la possession du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier, et toute décision du tribunal en vertu du paragraphe 4 devient inopérante. Une seconde période de remède ne s'applique pas en cas de manquement dans l'exécution de ces obligations à venir .

9. Les mesures visées au paragraphe 1 de l'article VII: ⁵³
- a) doivent être rendues disponibles dans un Etat contractant par les autorités administratives compétentes dans les sept jours suivant la date à laquelle le créancier a notifié à ces autorités qu'il est autorisé à obtenir ces mesures conformément à la Convention; et
 - b) les autorités compétentes doivent fournir rapidement coopération et assistance au créancier dans la mise en œuvre des mesures conformément aux lois et aux réglementations applicables en matière de sécurité.
10. Sous réserve des paragraphes 4, 5 et 8, il est interdit d'empêcher ou de retarder la mise en œuvre des mesures permises par la Convention après l'expiration de la période de remède.
11. Sous réserve des paragraphes 4, 5 et 8, aucune des obligations du débiteur en vertu du contrat et des opérations connexes ne peut être modifiée au cours des procédures d'insolvabilité sans le consentement du créancier.
12. Aucune disposition du paragraphe précédent ne peut être interprétée comme portant atteinte au pouvoir, le cas échéant, de l'administrateur d'insolvabilité en vertu de la loi applicable de mettre fin au contrat.
13. Aucun droit et aucune garantie, exception faite des droits et garanties non conventionnels appartenant à une catégorie couverte par une déclaration faite en vertu du paragraphe 1 de l'article 39 de la Convention, ne priment les garanties inscrites dans les procédures d'insolvabilité.
14. La Convention, telle que modifiée par l'article VIII ⁵⁴ du présent Protocole, s'applique à la mise en œuvre des mesures en vertu du présent article. ⁵⁵
15. Aux fins du présent article, la "période de remède" désigne la période qui commence à la date à laquelle survient la situation d'insolvabilité, précisée dans la déclaration de l'Etat contractant du ressort principal de l'insolvabilité.

Article XI – Assistance en cas d'insolvabilité ⁵⁶

1. Le présent article ne s'applique que lorsqu'un Etat contractant a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 de l'article XXVI. ⁵⁷
2. Les tribunaux d'un Etat contractant où se trouve un matériel d'équipement agricole, de construction ou minier coopèrent, conformément à la loi de l'Etat contractant, dans toute la mesure possible avec les tribunaux et les administrateurs d'insolvabilité étrangers pour l'application des dispositions de l'article X. ⁵⁸

⁵³ Modification of default remedy provisions.

⁵⁴ Modification of default remedy provisions.

⁵⁵ This provision diverges from the Luxembourg Rail Protocol in that it does not contain a reference to the 'public service' article, as the MAC Protocol contains no corresponding article.

⁵⁶ The text of this article is identical to Article XII of the Aircraft Protocol and Article X of the Rail Protocol.

⁵⁷ Declarations relating to certain provisions.

⁵⁸ Remedies on insolvency.

Article XII — Dispositions relatives au débiteur⁵⁹

1. En l'absence d'une inexécution au sens de l'article 11 de la Convention, le débiteur a droit à la jouissance et à l'utilisation paisibles du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier conformément aux termes du contrat, à l'égard:

- a) de son créancier et du titulaire de toute garantie dont le débiteur acquiert des droits libres de toute garantie en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention, à moins et pour autant que le débiteur en ait convenu différemment; et
- b) du titulaire de toute garantie à laquelle le droit du débiteur est subordonné en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention, mais seulement pour autant que ledit titulaire en ait ainsi convenu.

2. Aucune disposition de la Convention ou du présent Protocole ne porte atteinte à la responsabilité d'un créancier en cas d'inexécution du contrat en vertu de la loi applicable dans la mesure où ledit contrat porte sur du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier.

CHAPITRE III**DISPOSITIONS RELATIVES AU SYSTEME D'INSCRIPTION DES GARANTIES INTERNATIONALES PORTANT SUR LE MATERIEL D'EQUIPEMENT AGRICOLE, DE CONSTRUCTION ET MINIER****Article XIII — L'Autorité de surveillance et le Conservateur**⁶⁰

1. L'Autorité de surveillance est désignée lors, ou conformément à une résolution, de la Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement agricoles, de construction ou miniers à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, pour autant que cette Autorité de surveillance est en mesure d'agir en tant que telle et est disponible pour ce faire.

2. – L'Autorité de surveillance ainsi que ses responsables et employés jouissent de l'immunité contre toute action judiciaire ou administrative conformément aux règles qui leur sont applicables en tant qu'entité internationale ou à un autre titre.

3. – L'Autorité de surveillance établit une Commission d'experts choisis parmi les personnes proposées par les Etats signataires et les Etats contractants et ayant les qualifications et l'expérience nécessaires, et la charger d'assister l'Autorité de surveillance dans ses fonctions.

⁵⁹ The text of this article follows Article XI of the Rail Protocol, which is consistent with Article XXV of the Space Protocol, and Article XVI of the Aircraft Protocol (noting that the Air and Space Protocols contain additional references to buyers of objects).

⁶⁰ This provision is adapted from Article XXVIII of the Space Protocol, which allows a degree of flexibility in designating a Supervisory Authority. Paragraphs 2 and 3 are identical in language and approach to the Aircraft and the Space Protocols. The Rail Protocol, in addition, contains several provisions listing the functions and the tasks of a Secretariat established in order to assist the Supervisory Authority. It was noted at the second Study Group meeting that the Rail Protocol adopted additional paragraphs in its corresponding 'Supervisory Authority' article because the Protocol itself was establishing a new body to act as the Supervisory Authority, an approach the MAC Protocol will not adopt.

4. Le premier Conservateur du Registre international sera nommé pour une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole. Par la suite, le Conservateur sera nommé ou reconduit dans ses fonctions tous les cinq ans par l'Autorité de surveillance.

Article XIV – Premier règlement ⁶¹

Le premier règlement est établi par l'Autorité de surveillance en vue de sa prise d'effet dès l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Article XV – Désignation des points d'entrée ⁶²

1. Un Etat contractant peut à tout moment désigner un ou plusieurs organismes qui seront le ou les points d'entrée chargés, exclusivement ou non, de la transmission au Registre international des informations requises pour l'inscription, à l'exception de l'inscription d'un avis de garantie nationale ou d'un droit ou d'une garantie visés à l'article 40 de la Convention, constitués selon les lois d'un autre Etat. Les divers points d'entrée fonctionnent au moins pendant les horaires de travail en vigueur dans les territoires respectifs. ⁶³

2. Une désignation faite en vertu du paragraphe précédent peut permettre, mais n'impose pas, l'utilisation d'un ou de plusieurs points d'entrée désignés pour les informations requises pour l'inscription des avis de vente.

⁶¹ The wording of this article is consistent with the text of Article XVIII of the Aircraft Protocol and Article XXIX of the Space Protocol.

⁶² This provision is largely based on Article XIII of the Rail Protocol. It was decided at the first Study Group meeting that the MAC Protocol should allow the designation of entry points, as this would make it easier for countries with national personal property registries to ratify the Convention (e.g. Spain). It was further decided that the Rail Protocol approach should be adopted, given that the MAC Protocol will allow for the registration of notifications of sale on the same basis as the Rail Protocol. As provided in the Official Commentary to the Rail Protocol, use of an entry point may be made optional or compulsory, except in the case of information required for registrations of notices of sale, for which use of the entry point cannot be made compulsory. This reflects the fact that such registrations cannot affect the rights of any person, or have any other effects, under the Convention or Protocol. The only substantive change to this provision is that the designation by a Contracting State under paragraph 1 is done without the need for a declaration as consistent with the Aircraft and Space Protocols, whereas Article XIII of the Rail Protocol requires a Contracting State to make a declaration designating an entry point.

⁶³ The Rail Protocol approach slightly modified the approach in Article XIX of the Aircraft Protocol by including the final sentence of paragraph 1, dealing with operational hours of the national entry points, which the Aircraft Protocol deals with in Article XX(4).

Article XVI – Identification du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier aux fins de l'inscription ⁶⁴

Une description d'un matériel d'équipement agricole, de construction ou minier, qui comporte le numéro de série assigné par le constructeur et le nom du constructeur, *accompagné des renseignements supplémentaires nécessaires à son individualisation* ⁶⁵, est nécessaire et suffit à identifier le bien aux fins de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention. *Les renseignements supplémentaires requis pour l'identification du bien sont fixés par le règlement.* ⁶⁶

Article XVII – Modifications additionnelles aux dispositions relatives au Registre ⁶⁷

1. Aux fins du paragraphe 6 de l'article 19 de la Convention, les critères de consultation d'un matériel d'équipement agricole, de construction ou minier sont le nom du constructeur et le numéro de série du constructeur, accompagné des renseignements supplémentaires nécessaires à son individualisation. Ces renseignements sont fixés par le règlement. ⁶⁸

⁶⁴ It was decided at the first Study Group meeting that the approach in Article XIV of the Rail Protocol should be followed. However, the provisions in Article XIV of the Rail Protocol relating to the identification of equipment through an affixed national or regional identification number were removed (paragraphs 1(c), 2, 3 and 4), as it was considered unlikely that states would have specific national registries relating specifically to agricultural, construction and mining equipment. As such, the previous draft article based on the Rail Protocol approach read as follows:

For the purposes of Article 18(1)(a) of the Convention, the regulations shall prescribe a system for the allocation of identification numbers by the Registrar which enable the unique identification of items of agricultural, construction and mining equipment. The identification number shall be: (a) affixed to the item of agricultural, construction or mining equipment; (b) associated in the International Registry with the manufacturer's name and the manufacturer's identification number for the item so affixed.

At the second Study Group meeting, this issue was revisited. It was decided that the manufacturer serial number should be the primary identifier to be used for registration purposes. As such, it was decided that the drafting of the article should be modelled upon Article VII of the Aircraft Protocol. At the second Study Group meeting it was also decided that a second paragraph should be added under which it would be allowed, until a certain date, to make registrations also for equipment without a unique manufacturer's serial number. The drafting for the provision was, in part, based upon Article XIV(1) of the Rail Protocol. The additional provision read as follows:

Notwithstanding paragraph 1, for an initial period finishing at a date defined in the regulations, for the purposes of Article 18(1)(a) of the Convention, where agricultural, construction or mining object does not have a manufacturer's serial number, the regulations shall prescribe a system for the allocation of identification numbers by the Registrar which enable the unique identification of the agricultural, construction or mining object, which shall be affixed to the object.

Following additional advice from the Working Group, on the February 2016 Tier 1 preliminary list of HS codes, only certain types of equipment under two HS codes were not individually serialised. As such, the preceding paragraph was omitted from the sixth annotated draft Protocol.

⁶⁵ It was decided at the fourth Study Group meeting to insert this language to be consistent with paragraph 1 of the "Additional modifications to Registry provisions" article. Initially it was decided at the third Study Group meeting that the model designation would remain part of the criteria for registration, subject to further consultation with private industry. Following further input from the Working Group in February 2016 which indicated that model designations were not strictly uniformly used, it was decided to remove the model designation as a Protocol requirement to effect registration in the international registry.

⁶⁶ It was decided at the fourth Study Group meeting to insert this language to be consistent with paragraph 1 of the "Additional modifications to Registry provisions" article.

⁶⁷ Consideration of this article is complicated by the significantly diverging practices over the three previous Protocols (Article XX of the Aircraft Protocol, Article XV of the Rail Protocol and Article XXXII of the Space Protocol). At the second Study Group meeting it was decided that the Aircraft Protocol approach should generally be followed.

⁶⁸ As consistent with Article XX(1) of the Aircraft Protocol, Paragraph 1 specifically details the search criteria that should be available in the International Registry. This is in contrast to the Rail Protocol approach, which allows the Regulations to determine the search criteria. The Space Protocol provides that the search criteria will be those set in the Regulations that are required to describe the object for registration purposes.

2. Aux fins du paragraphe 2 de l'article 25 de la Convention et dans les circonstances qui y sont décrites, le titulaire d'une garantie internationale future inscrite ou d'une cession future inscrite d'une garantie internationale doit prendre les mesures à sa disposition pour donner mainlevée de l'inscription dans les dix jours⁶⁹ à compter de la réception de la demande prévue audit paragraphe.

3. Les tarifs mentionnés à l'alinéa h) du paragraphe 2 de l'article 17 de la Convention doivent être fixés de façon à couvrir les coûts raisonnables d'établissement, de fonctionnement et de réglementation du Registre international et les coûts raisonnables de l'Autorité de surveillance liés à l'exercice des fonctions, à l'exercice des pouvoirs et à l'exécution des obligations mentionnés au paragraphe 2 de l'article 17 de la Convention.⁷⁰

4. Le Conservateur exerce et administre vingt-quatre heures sur vingt-quatre les fonctions centralisées du Registre international.⁷¹

5. Le montant de la responsabilité du Conservateur en vertu du paragraphe 1 de l'article 28 de la Convention pour les dommages causés ne pourra dépasser la valeur du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier auquel la perte se rapporte. Nonobstant la phrase qui précède, la responsabilité du Conservateur n'excède pas un montant de cinq millions de Droits de Tirage Spéciaux au cours d'une année calendaire, ou un montant supérieur, fixé conformément à la méthode déterminée périodiquement par l'Autorité de surveillance par le règlement.⁷²

6. Le paragraphe précédent ne limite pas la responsabilité du Conservateur pour les dommages causés par la faute inexcusable ou intentionnelle du Conservateur, de ses responsables ou employés.

7. Le montant de l'assurance ou de la garantie financière visées au paragraphe 4 de l'article 28 de la Convention ne pourra pas être inférieur au montant déterminé par l'Autorité de surveillance comme étant approprié, compte tenu du risque de mise en cause de la responsabilité du Conservateur.⁷³

8. Aucune disposition de la Convention ne fait obstacle à ce que le Conservateur contracte une assurance ou se procure une garantie financière couvrant les événements dont ne répond pas le Conservateur en vertu de l'article 28 de la Convention.⁷⁴

⁶⁹ Paragraphs 2 follows the approaches of the Rail and Space Protocols, by providing for a 10 calendar day period to discharge a registration, as opposed to 5 working days as provided in the Aircraft Protocol. The 10 calendar day solution appears to be most appropriate for inclusion in the MAC Protocol.

⁷⁰ Paragraph 3 is based upon the Aircraft and Space Protocols that provide for the recovery of costs for the International Registry and the Supervisory Authority. Alternatively, the Rail Protocol deals with this in a separate article.

⁷¹ Paragraph 4 diverges from the Aircraft Protocol approach, and instead adopts the Rail Protocol approach by moving the second sentence ('various entry points shall be operated at least during working hours in their respective territories') to Paragraph 1 of Article XIV (Designated entry points).

⁷² At the first Study Group meeting, it was noted that during the negotiations for the Aircraft Protocol there was a disagreement on the implementation of the insurance provisions in the Aircraft Protocol and it took time to resolve the issue. At the second Study Group meeting, the Study Group did not settle on a position on this issue. Paragraph 5 is currently based upon the Rail Protocol approach, which provides that the liability of the Registrar is set at the amount not exceeding the value of the MAC equipment to which the loss relates, but shall not exceed 5 million Special Drawing Rights in any calendar year, which is significantly lower than the liability in the Aircraft Protocol, which sets the liability of the International Registry at the maximum value of an aircraft object. Paragraph 6 further provides that the liability cap will not apply for loss caused by gross negligence or intentional misconduct of the Registrar and its officers and employees. The Space Protocol does not explicitly provide for the liability cap for the Registrar, and instead deals with the issue in the Regulations.

⁷³ Paragraph 7 is based on the Rail Protocol Approach, which provides that the insurance or guarantee shall be determined by the Supervisory Authority, having regard to the prospective liability of the Registrar. The Space Protocol provides that the insurance or guarantee shall cover the Registrar's liability as provided for in the Regulations. The Aircraft Protocol does not have a corresponding provision addressing this issue.

Article XVIII — Avis de vente ⁷⁵

Le règlement permet l'inscription au Registre international d'avis de vente de matériel d'équipement agricole, de construction ou minier. Les dispositions du présent Chapitre et du Chapitre V de la Convention s'appliquent, pour autant qu'elles sont pertinentes, à ces inscriptions. Néanmoins, toute inscription et toute consultation ou certificat concernant un avis de vente est faite ou émis à des fins d'information seulement et ne porte pas atteinte aux droits de toute personne, et est dépourvue de tout autre effet, en vertu de la Convention et du présent Protocole.

CHAPITRE IV COMPETENCE

Article XIX — Renonciation à l'immunité de juridiction ⁷⁶

1. Sous réserve du paragraphe 2, la renonciation à l'immunité de juridiction au regard des tribunaux visés à l'article 42 ou 43 de la Convention ou en ce qui concerne les voies d'exécution des droits et des garanties portant sur un matériel d'équipement agricole, de construction ou minier en vertu de la Convention, a force obligatoire et, si les autres conditions d'attribution de compétence ou d'exécution sont réunies, est attributive de compétence et permet d'avoir recours aux mesures d'exécution, selon le cas.
2. Une renonciation en vertu du paragraphe précédent doit être faite dans un écrit contenant une description du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier telle que précisée au paragraphe 1 de l'article V ⁷⁷ du présent Protocole.

⁷⁴ This Paragraph is identical with Paragraph 6 of the Aircraft Protocol provision, Paragraph 8 of Rail Protocol provision and Paragraph 7 of Space Protocol provision and should be adopted in the MAC Protocol.

⁷⁵ At the first Study Group meeting it was decided to include an additional article based on Article XVII of the Rail Protocol in relation to notices of sale. Article XVII of the Rail Protocol allows for the registration in the International Registry of notices of sale covering railway rolling stock. However, such registration of a notice of sale is for information purposes only and does not have any legal effect under the Convention or Protocol. The first Study Group meeting noted that the benefits of this approach were that it allowed for more accessible information on the sales of equipment to be provided, and it generated additional fees for the International Registry. This article has been added to the Protocol in the same location, as it exists in the Rail Protocol (at the end of the Chapter dealing with the International Registry).

The 4th annotated draft Protocol provided an additional new provision in relation to Article 29(3) of the Cape Town Convention. It was an entirely new paragraph not contained in any of the previous Protocols. At the second Study Group meeting it was concluded that if the Rail Protocol approach is adopted in the MAC Protocol, then it should also clarify that national law that allows certain buyers to take free of or subject to an interest should prevail, otherwise secondary buyers could rely on 29(3) to take free of an interest even if they would not qualify for such priority under the domestic law. It provided: *Registration of a notice of sale in conformity with this Protocol does not give the buyer of the equipment to which the registration of notice of sale applies any priority of interest under Article 29(3) of the Convention unless provided for by national law.* Subsequently, it was decided at the third Study Group meeting to omit the paragraph.

⁷⁶ The wording of this article is consistent with the text of the corresponding provisions in all previous Protocols (Article XXII of the Aircraft Protocol, Article XVIII of the Rail Protocol and Article XXXIII of the Space Protocol). At the first Study Group meeting the necessity of this provision was questioned, as it was more relevant in the Aircraft and Rail Protocols because many airlines and railways are state owned. At the first Study Group meeting it was decided to retain the provision, pending further consideration by the Committee of Governmental Experts.

⁷⁷ Identification of agricultural, construction or mining equipment.

CHAPITRE V

RELATIONS AVEC D'AUTRES CONVENTIONS

Article XX – Relations avec la Convention d'UNIDROIT sur le crédit-bail international ⁷⁸

La Convention, dans la mesure où celle-ci s'applique aux matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers, l'emporte sur la Convention d'UNIDROIT sur le crédit-bail international, au regard de la matière du présent Protocole entre les Etats parties aux deux Conventions.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article XXI – Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion ⁷⁹

1. Le présent Protocole est ouvert à _____ le _____ à la signature des Etats participant à la Conférence diplomatique pour l'adoption d'un Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement agricoles, de construction et miniers à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, tenue à _____ du __ au _____. Après le _____, le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les Etats au siège d'UNIDROIT à Rome, jusqu'à ce qu'il entre en vigueur conformément à l'article XXIII. ⁸⁰
2. Le présent Protocole est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les Etats qui l'ont signé.
3. Un Etat qui ne signe pas le présent Protocole peut y adhérer par la suite.
4. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme à cet effet auprès du Dépositaire.
5. Un Etat ne peut devenir partie au présent Protocole que s'il est ou devient également partie à la Convention.

⁷⁸ This article is consistent with the drafting in Article XXV of the Aircraft Protocol, Article XIX of the Rail Protocol and Article XXXIV of the Space Protocol.

⁷⁹ The wording of this article is consistent with the drafting in Article XXVI of the Aircraft Protocol, Article XXI of the Rail Protocol and Article XXXVI of the Space Protocol.

⁸⁰ Entry into force.

Article XXII — Organisations régionales d'intégration économique ⁸¹

1. Une organisation régionale d'intégration économique constituée par des Etats souverains et ayant compétence sur certaines matières régies par le présent Protocole peut elle aussi signer, accepter et approuver le présent Protocole ou y adhérer. En pareil cas, l'organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un Etat contractant, dans la mesure où cette organisation a compétence sur des matières régies par le présent Protocole. Lorsque le nombre d'Etats contractants est pertinent dans le présent Protocole, l'organisation régionale d'intégration économique n'est pas comptée comme Etat contractant en plus de ses Etats membres qui sont des Etats contractants.

2. Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'organisation régionale d'intégration économique présente au Dépositaire une déclaration indiquant les matières régies par le présent Protocole pour lesquelles ses Etats membres ont délégué leur compétence à cette organisation. L'organisation régionale d'intégration économique doit informer sans retard le Dépositaire de toute modification intervenue dans la délégation de compétence, y compris de nouvelles délégations de compétence, précisée dans la déclaration faite en vertu du présent paragraphe.

3. Toute référence à "Etat contractant", "Etats contractants", "Etat partie" ou "Etats parties" dans le présent Protocole s'applique également à une organisation régionale d'intégration économique, lorsque le contexte requiert qu'il en soit ainsi.

Article XXIII — Entrée en vigueur ⁸²

1. Le présent Protocole entre en vigueur entre les Etats qui ont déposé les instruments visés à l'alinéa a) à la dernière des deux dates suivantes:

⁸¹ The wording of this article is consistent with the drafting in Article XXVII of the Aircraft Protocol, Article XXI of the Rail Protocol and Article XXXVII of the Space Protocol.

⁸² This article governs entry into force of the Protocol. The Study Group concluded that the Protocol should enter into force once five states have ratified the Protocol, and the International Registry was fully operational. As such, the current drafting is modelled on Article XXIII of the Rail Protocol. The Aircraft Protocol required 8 ratifications, whereas the Rail and Space Protocols require 4 and 10 ratifications respectively.

At the first Study Group meeting it was tentatively concluded that the MAC Protocol should enter into force for each specific class of equipment contained in the Annexes to the Regulations of the International Registry (agricultural, construction and mining) once that class had received four ratifications, and the Registry was operational. The Study Group decided that drafting from Article XXIV of the Rail Protocol and Article XXXVIII of the Space Protocol should be adapted to achieve this. The drafting provided to achieve this outcome was as following:

1. *This Protocol enters into force separately for each specific list of equipment contained in [the Annexes to the Regulations of the International Registry] between the States which have deposited instruments referred to in sub-paragraph (a) on the later of:*

(a) *the first day of the month following the expiration of three months after the date of the deposit of the fourth instrument of ratification, acceptance, approval or accession of that specified list of equipment.*

(b) *the date of the deposit by the Secretariat with the Depositary of a certificate confirming that the International Registry is fully operational.*

2. *For other States this Protocol enters into force for each specific list of equipment contained in the [Annexes to the Regulations of the International Registry] on the first day of the month following the later of:*

(a) *the expiration of three months after the date of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession of that specified list of equipment; and*

(b) *the date referred to in sub-paragraph (b) of the preceding paragraph.*

At the second Study Group meeting, it was decided that the staggered entry into force approach was ultimately unnecessary, and noted that it was adding additional complication without great benefit.

- a) le premier jour du mois après l'expiration d'une période de trois mois à compter de la date du dépôt du *cinquième* instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion; ou
 - b) la date du dépôt par [le Secrétariat] auprès du Dépositaire, d'un certificat confirmant que le Registre international est pleinement opérationnel.
2. Pour les autres Etats, le présent Protocole entre en vigueur le premier jour du mois après la dernière des deux dates suivantes:
- a) l'expiration d'une période de trois mois à compter de la date du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion; ou
 - b) la date visée à l'alinéa b) du paragraphe précédent.

Article XXIV – Unités territoriales⁸³

1. Si un Etat contractant comprend des unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par le présent Protocole, il peut déclarer, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, que le présent Protocole s'applique à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou plusieurs d'entre elles, et il peut à tout moment modifier cette déclaration en en soumettant une nouvelle.
2. Une telle déclaration doit être notifiée au Dépositaire et indiquer expressément les unités territoriales auxquelles le présent Protocole s'applique.
3. Si un Etat contractant n'a pas fait de déclaration en vertu du paragraphe 1, le Protocole s'applique à toutes les unités territoriales de cet Etat.
4. Lorsqu'un Etat contractant étend l'application du présent Protocole à une ou plusieurs de ses unités territoriales, les déclarations autorisées par le présent Protocole peuvent être faites à l'égard de chacune desdites unités territoriales et les déclarations faites à l'égard de l'une d'elles peuvent différer de celles qui sont faites à l'égard d'une autre unité territoriale.
5. Si, conformément à une déclaration faite en vertu du paragraphe 1, le Protocole s'applique à l'une ou plusieurs des unités territoriales d'un Etat contractant:
 - a) le débiteur sera considéré comme étant situé dans un Etat contractant seulement s'il est constitué en vertu d'une loi en vigueur dans une unité territoriale à laquelle la Convention et le présent Protocole s'appliquent, ou s'il a son siège statutaire, son administration centrale, son établissement ou sa résidence habituelle dans une unité territoriale à laquelle la Convention et le présent Protocole s'appliquent;
 - b) toute référence à la situation du bien dans un Etat contractant vise la situation du bien dans une unité territoriale à laquelle la Convention et le présent Protocole s'appliquent; et

⁸³ The text of paragraphs 1 – 4 is identical to Article XXIX in the Aircraft Protocol, Article XXIV of the Rail Protocol and Article XXXIX of the Space Protocol. At the fourth Study Group meeting it was decided to omit paragraph 6 of the Space Protocol from this article, as consistent with the Aircraft and Rail Protocols.

- c) toute référence aux autorités administratives dans cet Etat contractant sera comprise comme visant les autorités administratives compétentes dans une unité territoriale à laquelle la Convention et le présent Protocole s'appliquent.⁸⁴

Article XXV – Dispositions transitoires⁸⁵

S'agissant de matériel d'équipement agricole, de construction ou minier, l'article 60 de la Convention est modifié comme suit:

- a) ajouter après "situé", à l'alinéa a) du paragraphe 2, les mots "au moment où le droit ou la garantie est né ou créé";
- b) remplacer le paragraphe 3 par le texte suivant:

"3. Dans sa déclaration faite en vertu du paragraphe 1, un Etat contractant peut préciser une date fixée au plus tôt trois ans et au plus tard dix ans à compter de la date de prise d'effet de la déclaration, à partir de laquelle les articles 29, 35 et 36 de la présente Convention telle que modifiée ou complétée par le Protocole deviendront applicables, pour autant et dans la mesure précisée dans la déclaration, aux droits et garanties préexistants nés en vertu d'un contrat conclu lorsque le débiteur était situé dans cet Etat. Toute priorité du droit ou de la garantie en vertu du droit de cet Etat, le cas échéant, est préservée si le droit ou la garantie est inscrit au Registre international avant l'expiration de la période précisée dans la déclaration, qu'un autre droit ou une autre garantie ait ou non été précédemment inscrit."

Article XXVI – Déclarations portant sur certaines dispositions⁸⁶

1. Un Etat contractant peut déclarer, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion, qu'il appliquera l'article VI⁸⁷ ou l'article XI⁸⁸ du présent Protocole, ou les deux.

⁸⁴ Sub-Paragraphe 5(c) is consistent with the Rail Protocol.

⁸⁵ This article amends Article 60 of the Cape Town Convention (which deals with the pre-existing rights or interests) to address drafting oversights. The drafting of this article is identical to Article XXVI of the Luxembourg Rail Protocol. The Official Commentary of the Rail Protocol provides that "*Article XXVI amends Article 60 to make explicit various points that are implicit in that Article in its unamended form. Article XXVI does not change the substantive effect of Article 60... The Amendments to Article 60(3) contain express provisions dealing with various points which under the original text had to be arrived at by a purposive interpretation*" (Luxembourg Rail Protocol Official Commentary, 5.83 and 5.86). Article XL of the Space Protocol adopts a different approach to amending Article 60, which takes into account issues unique to the Space Protocol (such as the enforcement of default remedies in a space asset which is physically linked to another space asset which is also subject to a separate international interest). The Aircraft Protocol has no transitional provisions article, as it was drafted simultaneously with the Cape Town Convention itself and the drafting oversights were not identified at that time.

⁸⁶ This article allows Contracting States to make declarations to apply certain articles of the Protocol. During all Study Group meetings there was significant discussion as to whether the articles governing declarations should be consistent with the approach in the previous three Protocols to the Cape Town Convention, or whether they should be simplified. The Secretariat completed extensive drafting, providing detailed alternative options in previous iterations of the draft Protocol. At the fourth Study Group meeting, it was decided that the status quo approach to declarations used in the previous three Protocols should be retained. As such, this article is largely consistent with Article XXX of the Aircraft Protocol, Article XXVII of the Luxembourg Rail Protocol and Article XLI of the Space Protocol.

⁸⁷ Choice of law.

⁸⁸ Insolvency assistance.

2. Un Etat contractant peut déclarer, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion, qu'il appliquera en tout ou en partie l'article IX⁸⁹ du présent Protocole. S'il fait cette déclaration, il doit indiquer le délai prescrit par le paragraphe 3 de l'article IX.⁹⁰

3. Un Etat contractant peut déclarer, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion, qu'il appliquera intégralement la Variante A, B ou C de l'article X⁹¹ et, s'il fait cette déclaration, il doit indiquer les types de procédures d'insolvabilité éventuelles auxquelles s'applique la Variante A, B ou C. Un Etat contractant qui fait une déclaration en vertu du présent paragraphe doit indiquer le délai prescrit par l'article X.⁹²

4. Les tribunaux des Etats contractants appliquent l'article X⁹³ conformément à la déclaration faite par l'Etat contractant qui est le ressort principal de l'insolvabilité.

Article XXVII — Déclarations en vertu de la Convention⁹⁴

1. Les déclarations faites en vertu de la Convention, y compris celles faites en vertu des articles 39, 40, 50, 53, 54, 55, 57, 58 et 60, sont réputées avoir également été faites en vertu du présent Protocole, sauf disposition contraire.

Article XXVIII — Réserves et déclarations⁹⁵

1. Aucune réserve ne peut être faite au présent Protocole, mais des déclarations autorisées par les articles II⁹⁶, VII⁹⁷, XXIV⁹⁸, XXVI⁹⁹, XXVII¹⁰⁰ et XXXIX¹⁰¹ peuvent être faites conformément à ces dispositions.

2. Toute déclaration ou déclaration subséquente ou tout retrait d'une déclaration faite en vertu du présent Protocole est notifiée par écrit au Dépositaire.

⁸⁹ Modification of provisions regarding relief pending final determination.

⁹⁰ Modification of provisions regarding relief pending final determination.

⁹¹ Remedies on Insolvency.

⁹² Remedies on Insolvency.

⁹³ Remedies on Insolvency.

⁹⁴ The article is consistent with Article XXXI of the Aircraft Protocol, Article XXIX of the Luxembourg Rail Protocol and Article XLII of the Space Protocol (noting that Article XLII of the Space Protocol does not reference Article 60, as Article XL of the Space Protocol dis-applies Article 60).

⁹⁵ This Provision provides the articles under the Protocol which allow declarations by Contracting States. It is structurally consistent with Article XXXII of the Aircraft Protocol, Article XXVIII of the Luxembourg Rail Protocol and Article XLIII of the Space Protocol, although the Protocols obviously differ in the articles they reference. In particular, it should be noted that the Rail Protocol allows for declarations in relation to designated entry points (whereas the Aircraft and Space Protocols allow for designation of an entry point without a declaration, which is the model that Article XV (designated entry points) of the MAC Protocols follows). This article in the Rail Protocol was elevated above the article governing 'Declarations under the Convention', however the MAC Protocol remains consistent with the order in the Aircraft and Space Protocols.

⁹⁶ Application of the Convention as applicable to agricultural, construction and mining equipment.

⁹⁷ Association with immovable property.

⁹⁸ Territorial units.

⁹⁹ Declarations relating to certain provisions.

¹⁰⁰ Declarations under the Convention.

¹⁰¹ Subsequent declarations.

Article XXIX — Déclarations subséquentes ¹⁰²

1. Un Etat partie ¹⁰³ peut faire une déclaration subséquente, à l'exception d'une déclaration faite conformément à l'article XXVII ¹⁰⁴ en vertu de l'article 60 de la Convention, à tout moment à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat, par une notification à cet effet au Dépositaire.
2. Une telle déclaration subséquente prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois à compter de la date de réception de la notification par le Dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la déclaration est précisée dans la notification, la déclaration prend effet à l'expiration de la période plus longue ainsi précisée après réception de la notification par le Dépositaire.
3. Nonobstant les paragraphes précédents, le présent Protocole continue de s'appliquer, comme si une telle déclaration subséquente n'avait pas été faite, à l'égard de tous les droits et garanties nés avant la date de prise d'effet d'une telle déclaration subséquente.

Article XXX — Retrait des déclarations ¹⁰⁵

1. Tout Etat partie qui a fait une déclaration en vertu du présent Protocole, à l'exception d'une déclaration faite conformément à l'article XXVII ¹⁰⁶ en vertu de l'article 60 de la Convention, peut à tout moment la retirer par une notification à cet effet au Dépositaire. Un tel retrait prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois à compter de la date de réception de la notification par le Dépositaire.
2. Nonobstant le paragraphe précédent, le présent Protocole continue de s'appliquer, comme si un tel retrait de déclaration n'avait pas été fait, à l'égard de tous les droits et garanties nés avant la date de prise d'effet d'un tel retrait.

¹⁰² This article provides the rules governing subsequent declarations under the Protocol. It is substantively consistent with Articles XXXIII of the Aircraft Protocol, Article XXX of the Luxembourg Rail Protocol and Article XLIV of the Space Protocol (noting that Article XLIV(1) of the Space Protocol does not reference Article 60, as Article XL of the Space Protocol dis-applies Article 60).

¹⁰³ At the fourth Study Group meeting the difference between Contracting State and State Party was noted. 'State party' refers to a State that has consented to be bound by a Convention and for which that Convention is in force (see Art. 2(1)(g) of the Vienna Convention of 23 May 1969 on the Law of Treaties). 'Contracting State' refers to a State which has consented to be bound by a Convention, whether or not that Convention has entered into force for that State (see Art. 2(1)(f) of the Vienna Convention). The Study Group noted that the previous Protocols may not have used the terms 'State party' and 'Contracting State' in perfect conformity with the Vienna Convention, but nevertheless decided that the MAC Protocol should remain consistent with the usage of Contracting State and State Party as used in the previous three Protocols to the Convention.

¹⁰⁴ Declarations under the Convention.

¹⁰⁵ This article provides the rules governing the withdrawal of declarations under the Protocol. It is substantively consistent with Articles XXXIV of the Aircraft Protocol, Article XXXI of the Luxembourg Rail Protocol and Article XLV of the Space Protocol (noting that Article XLV(1) of the Space Protocol does not reference Article 60, as Article XL of the Space Protocol dis-applies Article 60). It should also be noted that Article XXXII (Reservations and Declarations) of the Aircraft Protocol allows for the making of a declaration under Article XXXIV (withdrawal of declarations), whereas the Rail and Space Protocols do not allow for the making of declarations under their corresponding 'withdrawal of declarations' articles. The MAC Protocol is consistent with the approach of the Rail and Space Protocols, as it is understood that the withdrawal of a declaration does not constitute the making of a new declaration.

¹⁰⁶ Declarations under the Convention.

Article XXXI — Dénonciations ¹⁰⁷

1. Tout Etat partie peut dénoncer le présent Protocole par une notification adressée par écrit au Dépositaire.
2. Une telle dénonciation prend effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois à compter de la date de réception de la notification par le Dépositaire.
3. Nonobstant les paragraphes précédents, le présent Protocole continue de s'appliquer, comme si une telle dénonciation n'avait pas été faite, à l'égard de tous les droits et garanties nés avant la date de prise d'effet d'une telle dénonciation.
4. *Une déclaration subséquente faite par un Etat partie en vertu de l'article II déclarant que le Protocole ne s'applique pas à une ou plusieurs Annexes, être considérée comme une dénonciation du Protocole concernant ladite Annexe.* ¹⁰⁸

Article XXXII — Conférences d'évaluation, amendements et questions connexes ¹⁰⁹

1. Le Dépositaire, en consultation avec l'Autorité de surveillance, prépare chaque année ou à tout autre intervalle pertinent, des rapports à l'intention des Etats parties concernant la manière dont fonctionne en pratique le régime international établi dans la Convention telle qu'amendée par le présent Protocole. En préparant de tels rapports, le Dépositaire tient compte des rapports de l'Autorité de surveillance concernant le fonctionnement du système international d'inscription. ¹¹⁰
2. A la demande d'au moins vingt-cinq pour cent des Etats parties, des Conférences d'évaluation des Etats parties sont organisées de temps à autre par le Dépositaire en consultation avec l'Autorité de surveillance pour examiner:
 - a) l'application pratique de la Convention telle qu'amendée par le présent Protocole et la mesure dans laquelle elle facilite effectivement le financement garanti par un actif et le crédit-bail des biens relevant de son champ d'application;

¹⁰⁷ This drafting is consistent with all previous Protocols (Article XXXV of the Aircraft Protocol, Article XXXII of the Luxembourg Rail Protocol and Article XLV of the Space Protocol), noting the insertion of the newly drafted paragraph 4.

¹⁰⁸ It was decided at the first Study Group meeting that an additional paragraph should be added to this article, clarifying that a subsequent declaration from a State that dis-applies the Protocol to a certain category of equipment under an Annex to the Protocol is, in effect, a denunciation of the Protocol in relation to those categories of equipment that the State subsequently opts out of. The Study Group approved the drafting of this provision at its second meeting.

¹⁰⁹ As agreed at the fourth Study Group meeting in March 2016, Article XXXII establishes three amendment procedures for the MAC Protocol. Paragraph 3 provides the amendment procedure for the Protocol itself, which is consistent with the amendment procedure established for the three existing Protocols to the Cape Town Convention. Paragraph 4 creates a second process for adding new Harmonised System codes to the Annexes to the Protocol which cover materially similar types of agricultural, construction and mining equipment that are covered by the existing Harmonised System codes in the Annexes. This approach is based upon Article 24 of the Montreal Convention. Paragraph 5 creates a third process for changing the Annexes to the Protocol to realign the codes in the Annexes with changes to the Harmonised System which may occur due to the periodic reviews to the Harmonised System.

¹¹⁰ The drafting of paragraphs 1-3 of this article (aside from subparagraph 2(e)) are consistent with all previous Protocols (Article XXXVI of the Aircraft Protocol, Article XXXIII of the Rail Protocol and Article XLVII of the Space Protocol). Paragraphs 5 and 6 have been added to provide for amendment procedures for the Annexes to the Protocol.

- b) l'interprétation judiciaire et l'application des dispositions du présent Protocole, ainsi que du règlement;
- c) le fonctionnement du système international d'inscription, les activités du Conservateur et la supervision de celui-ci par l'Autorité de surveillance, sur la base des rapports soumis par l'Autorité de surveillance;
- d) l'opportunité d'apporter des modifications au présent Protocole ou aux dispositions concernant le Registre international; et
- e) *si des modifications du Système harmonisé ont eu un impact sur les codes du Système harmonisé énumérés dans les Annexes, ou si de nouveaux codes ont vu le jour dans le cadre du Système harmonisé qui peuvent justifier leur inclusion dans les Annexes.*

3. Tout amendement au présent Protocole, autre qu'aux Annexes, doit être approuvé à la majorité des deux tiers au moins des Etats parties participant à la Conférence visée au paragraphe précédent et entre ensuite en vigueur à l'égard des Etats qui ont ratifié, accepté ou approuvé ledit amendement, après sa ratification, son acceptation ou son approbation par *cinq* Etats conformément aux dispositions de l'article XXIII ¹¹¹ relatives à son entrée en vigueur. ¹¹²

4. *Si le rapport visé au paragraphe 1 identifie du matériel d'équipement agricole, de construction ou minier supplémentaire qui est sensiblement similaire au matériel d'équipement qui relève d'un code existant du Système harmonisé qui figure dans les Annexes, le Dépositaire peut ajouter ou conserver les codes du Système harmonisé couvrant ce matériel d'équipement supplémentaire aux Annexes. Le Dépositaire notifie aux Etats parties ¹¹³ une révision des Annexes en vertu du présent paragraphe. Toute révision ainsi adoptée prend effet six mois après sa notification aux Etats parties. Si, dans les trois mois qui suivent cette notification aux Etats parties, une majorité des Etats parties notifie au Dépositaire son opposition, la révision ne prend pas effet. Le Dépositaire notifie immédiatement à tous les Etats parties la date à laquelle une révision en vertu du présent paragraphe entre en vigueur. ¹¹⁴*

5. *Si le rapport visé au paragraphe 1 conclut que les modifications du Système harmonisé ont affecté les codes du Système harmonisé figurant dans les Annexes, le Dépositaire peut réviser les codes du Système harmonisé figurant dans les Annexes pour assurer la conformité avec le Système harmonisé. Le Dépositaire précise la date à laquelle une telle révision prend effet. Le Dépositaire notifie aux Etats parties une révision des Annexes et la date à laquelle la révision prend effet.*

6. *La révision des Annexes ne porte pas atteinte aux droits et garanties nés avant la date à laquelle la révision prend effet ou entre en vigueur. ¹¹⁵*

¹¹¹ Entry into force.

¹¹² These words were added to clarify that the amendment procedure set out in paragraph 3 applies to the Protocol itself, whereas paragraphs 4 and 5 provide the amendment procedures for the Annexes to the Protocol.

¹¹³ At the fourth Study Group meeting it was noted that an additional provision should be added to the preliminary draft Protocol that provided that 'State Party', for the purposes of the amendment process for adding or retaining HS codes in a particular annex to the Protocol, would mean a State Party to that annex. This definition would ensure that only States Parties that have acceded to an annex would be able to make decisions in relation to amendments to that annex. The placement and phrasing of the additional provision requires further consideration.

¹¹⁴ Paragraph 4 provides for a simplified amendment process for the Annexes to realign them with changes to the Harmonized System. This approach is based upon Article 24 of the Montreal Convention.

¹¹⁵ Paragraph 6 ensures that any existing interest under an HS code that is subsequently deleted, moved or otherwise affected by an amendment process (under either paragraphs 5 or 6) will not be affected by the subsequent changes to the HS code.

Article XXXIII – Le Dépositaire et ses fonctions¹¹⁶

1. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), ci-après dénommé le Dépositaire.
2. Le Dépositaire:
 - a) informe tous les Etats contractants:
 - i) de toute signature nouvelle ou de tout dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de cette signature ou de ce dépôt;
 - ii) de la date du dépôt du certificat visé à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article XXIII;
 - iii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
 - iv) de toute déclaration effectuée en vertu du présent Protocole, ainsi que de la date de cette déclaration;
 - v) du retrait ou de l'amendement de toute déclaration, ainsi que de la date de ce retrait ou de cet amendement;
 - vi) de la notification de toute dénonciation du présent Protocole ainsi que de la date de cette dénonciation et de la date à laquelle elle prend effet;
 - b) transmet des copies certifiées du présent Protocole à tous les Etats contractants;
 - c) fournit à l'Autorité de surveillance et au Conservateur copie de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les informe de la date de leur dépôt, de toute déclaration ou retrait ou amendement d'une déclaration et de toute notification de dénonciation, et les informe de la date de cette notification, afin que les informations qui y sont contenues puissent être aisément et totalement disponibles; et
 - d) s'acquitte des autres fonctions usuelles des dépositaires.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à _____, le _____ de l'an deux mille ____, en un seul exemplaire dont les textes anglais et français feront également foi, à l'issue de la vérification effectuée par le Secrétariat de la Conférence, sous l'autorité du Président de la Conférence, dans la période de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent Acte, pour ce qui est de la concordance des textes entre eux.

¹¹⁶ This drafting is consistent with all previous Protocols (Article XXXVII of the Aircraft Protocol, Article XXXIV of the Rail Protocol and Article XLVIII of the Space Protocol).

ANNEXES TO THE PROCOTOL¹¹⁷**ANNEX 1 – AGRICULTURAL EQUIPMENT**

1. *As consistent with Article II, the Convention shall apply in relation to agricultural equipment that falls under the following Harmonised System codes in this Annex.*

842481: Mechanical appliances (whether or not hand-operated) for projecting, dispersing, or spraying liquids or powders; fire extinguishers, whether or not charged; spray guns and similar appliances; steam or sand blasting machines and similar jet projecting machines – Other appliances -- Agricultural or Horticultural

842911: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Bulldozers and angledozers -- -- Track laying

842919: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Bulldozers and angledozers -- Other

842920: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Graders and levelers

842930: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers – Scrapers

842951: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Mechanical shovels, excavators and shovel loaders -- Front-end shovel loaders

842952: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Mechanical shovels, excavators and shovel loaders -- Machinery with a 360° degrees revolving superstructure

842959: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Mechanical shovels, excavators and shovel loaders – Other

843049: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Other boring or sinking machinery – Other

843050: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers – Other machinery, self-propelled

843210: Agricultural, horticultural or forestry machinery for soil preparation or cultivation; lawn or sports-ground rollers – Plows

843221: Agricultural, horticultural or forestry machinery for soil preparation or cultivation; lawn or

¹¹⁷ The HS codes currently listed in Annexes 1, 2 and 3 are consistent with the preliminary list agreed to at the fourth Study Group meeting and categorised by the Working Group in April 2016.

As consistent with the Study Group's decision at the second meeting, where a type of MAC equipment has the possibility to be listed under more than one of the classes (agriculture, construction and mining), it has been listed under each Annex independently. The Study Group also confirmed that in the event that a Contracting State opts out of a particular Annex of equipment (agriculture, construction or mining), where a type of equipment is included on that Annex and another Annex, the type of equipment would continue to be covered by the Protocol in that Contracting State, regardless of its final use.

sports-ground rollers - Harrows, scarifiers, cultivators, weeders and hoes – Disc harrows

843230: Agricultural, horticultural or forestry machinery for soil preparation or cultivation; lawn or sports-ground rollers - Seeders, planters and transplanters

843240: Agricultural, horticultural or forestry machinery for soil preparation or cultivation; lawn or sports-ground rollers – Manure Spreaders and fertilizer distributors

843340: Harvesting or Threshing Machinery, including Straw or Fodder Balers; Grass or Hay Mowers; Machines for Cleaning, Sorting or Grading Eggs, Fruit or other Agricultural Produce; Other than Machinery of Heading 8437 – Straw or Fodder Balers

843351: Harvesting or Threshing Machinery, including Straw or Fodder Balers; Grass or Hay Mowers; Machines for Cleaning, Sorting or Grading Eggs, Fruit or other Agricultural Produce; Other than Machinery of Heading 8437 – Combine Harvester or Thresher

843680: Other agricultural, horticultural, forestry, poultry-keeping or bee-keeping machinery, including germination plant fitted with mechanical or thermal equipment, poultry incubators and brooders -- Other machinery

870130: Tractors (other than tractors of heading 8709) – Track-laying tractors

870190: Tractors (other than tractors of heading 8709) – Other

871620: Trailers and semi-trailers; other vehicles, not mechanically propelled; parts thereof -- Self-loading or self-unloading trailers and semi-trailers for agricultural purposes

ANNEX 2 – CONSTRUCTION EQUIPMENT

1. *As consistent with Article II, the Convention shall apply in relation to construction equipment that falls under the following Harmonised System codes in this Annex.*

820713: Interchangeable tools for hand tools, whether or not power-operated, or for machine tools (for example, for pressing, stamping, punching, tapping, threading, drilling, boring, broaching, milling, turning or screw driving), including dies for drawing or extruding metal, and rock drilling or earth boring tools -- Rock drilling or earth boring tools, and parts thereof --With working part of cermets

842641: Ships' derricks; cranes, including cable cranes; mobile lifting frames, straddle carriers and works trucks fitted with a crane - Other machinery, self-propelled -- On tires

842649: Ships' derricks; cranes, including cable cranes; mobile lifting frames, straddle carriers and works trucks fitted with a crane - Other machinery, self-propelled – Other

842911: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Bulldozers and angledozers -- Track laying

842919: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Bulldozers and angledozers -- Other

842920: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Graders and levelers

842930: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers – Scrapers

842951: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers --Mechanical shovels, excavators and shovel loaders -- Front-end shovel loaders

842952: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers --Mechanical shovels, excavators and shovel loaders -- Machinery with a 360° degrees revolving superstructure

842959: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers --Mechanical shovels, excavators and shovel loaders – Other

843010: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers - Pile-drivers and pile-extractors

843031: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Coal or rock cutters and tunneling machinery – Self-propelled

843039: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Coal or rock cutters and tunneling machinery – Other

843041 - Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Other boring or sinking machinery – Self-propelled

843049: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Other boring or sinking machinery – Other

843050: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers – Other machinery, self-propelled

843061: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers – Other machinery, not self-propelled – Tamping on compacting machinery

843069: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers – Other machinery, not self-propelled – Other

847431: Machinery for sorting, screening, separating, washing, crushing, grinding, mixing or kneading earth, stone, ores or other mineral substances, in solid (including powder or paste) form; machinery for agglomerating, shaping or moulding solid mineral fuels, ceramic paste, unhardened cements, plastering materials or other mineral products in powder or paste form; machines for forming foundry molds of sand -- Mixing or kneading machines -- Concrete or mortar mixers

847432: Machinery for sorting, screening, separating, washing, crushing, grinding, mixing or kneading earth, stone, ores or other mineral substances, in solid (including powder or paste) form; machinery for agglomerating, shaping or moulding solid mineral fuels, ceramic paste, unhardened cements, plastering materials or other mineral products in powder or paste form; machines for forming foundry molds of sand -- Mixing or kneading machines -- Machines for mixing mineral substances with bitumen

847982: Machines and mechanical appliances having individual functions, not specified or included elsewhere in this Chapter -- Other machines and mechanical appliances -- Mixing, kneading, crushing, grinding, screening, sifting, homogenizing, emulsifying or stirring machines.

847910: Machines and mechanical appliances having individual functions, not specified or included elsewhere in this Chapter -- Machinery for public works, building or the like

870130: Tractors (other than tractors of heading 8709) – Track-laying tractors

870190: Tractors (other than tractors of heading 8709) – Other

870410: Motor vehicles for the transport of goods -- Dumpers designed for off-highway use

870510: Special purpose motor vehicles, other than those principally designed for the transport of persons or goods (for example, breakdown lorries, crane lorries, fire fighting vehicles, concrete-mixer lorries, road sweeper lorries, spraying lorries, mobile workshops, mobile radiological units) – Crane lorries

870540: Special purpose motor vehicles, other than those principally designed for the transport of persons or goods (for example, breakdown lorries, crane lorries, fire fighting vehicles, concrete-mixer lorries, road sweeper lorries, spraying lorries, mobile workshops, mobile radiological units) – Concrete-mixer lorries

871620: Trailers and semi-trailers; other vehicles, not mechanically propelled; parts thereof -- Self-loading or self-unloading trailers and semi-trailers for agricultural purposes

ANNEX 3 – MINING EQUIPMENT

1. *As consistent with Article II, the Convention shall apply in relation to mining equipment that falls under the following Harmonised System codes in this Annex.*

820713: Interchangeable tools for hand tools, whether or not power-operated, or for machine tools (for example, for pressing, stamping, punching, tapping, threading, drilling, boring, broaching, milling, turning or screw driving), including dies for drawing or extruding metal, and rock drilling or earth boring tools -- Rock drilling or earth boring tools, and parts thereof --With working part of cermets

842911 - Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Bulldozers and angledozers -- Track laying

842919 - Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers -- Bulldozers and angledozers -- Other

842952: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers --Mechanical shovels, excavators and shovel loaders -- Machinery with a 360° degrees revolving superstructure

842959: Self-propelled bulldozers, angledozers, graders, levelers, scrapers, mechanical shovels, excavators, shovel loaders, tamping machines and road rollers --Mechanical shovels, excavators and shovel loaders – Other

843010 : Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers - Pile-drivers and pile-extractors

843031: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Coal or rock cutters and tunneling machinery – Self-propelled

843039: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Coal or rock cutters and tunneling machinery – Other

843049: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Other boring or sinking machinery – Other

843050: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers – Other machinery, self-propelled

843061: Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers – Other machinery, not self-propelled – Tamping on compacting machinery

847431 - Machinery for sorting, screening, separating, washing, crushing, grinding, mixing or kneading earth, stone, ores or other mineral substances, in solid (including powder or paste) form; machinery for agglomerating, shaping or moulding solid mineral fuels, ceramic paste, unhardened cements, plastering materials or other mineral products in powder or paste form; machines for forming foundry molds of sand -- Mixing or kneading machines -- Concrete or mortar mixers

870130: Tractors (other than tractors of heading 8709) – Track-laying tractors

843041 - Other moving, grading, levelling, scraping, excavating, tamping, compacting, extracting or boring machinery, for earth, minerals or ores; pile-drivers and pile-excavators; snow ploughs and snow-blowers -- Other boring or sinking machinery – Self-propelled

870190: Tractors (other than tractors of heading 8709) – Other

870410: Motor vehicles for the transport of goods -- Dumpers designed for off-highway use

871620: Trailers and semi-trailers; other vehicles, not mechanically propelled; parts thereof -- Self-loading or self-unloading trailers and semi-trailers for agricultural purposes